

ARGENTINE - Les Grand-mères de la Place de Mai manifestent contre les décrets de Milei

TeleSURtv

jeudi 4 janvier 2024, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Les Grand-mères de la Place de Mai qui elles aussi ont souffert sous la dernière dictature dans l'Argentine de 1976, ont fait ce jeudi une déclaration pour rejeter le Décret de nécessité et d'urgence (DNU), publié par le président Javier Milei, élu le 10 décembre 2023.

« Nous condamnons ce malheureux décret du Président, inconstitutionnel et antirépublicain, qui veut balayer – sans aucune consultation et de façon autoritaire – de nombreux droits acquis », ont déclaré les Grands-mères.

Devant les mesures qui limitent le droit de grève, qui augmentent les tarifs des services médicaux privés, la dérogation à la Loi sur les loyers, les fournitures et les biens meubles, les Grand-Mères de la Place de Mai ont déclaré : « en Argentine il y a de nombreuses années nous avons dit jamais plus nous ne garderons le silence. Et aujourd'hui nous ne pouvons pas nous taire face à un tel crime contre la constitution et la répartition des pouvoirs ».

Le communiqué des Grand-mères souligne que « depuis son accession récente au pouvoir ce gouvernement a augmenté de façon dramatique le désarroi et la souffrance du peuple et avec ce fichu décret – qui n'est en aucun cas nécessaire et urgent – il remet en question des centaines de droits conquis au cours de notre histoire. Il est inacceptable qu'on prétende mettre en place ces réformes sans en débattre au sein de la société et du Congrès de la Nation, comme il se doit ».

En lançant cet appel à la réflexion « à tous les pouvoirs politiques, judiciaires, sociaux, syndicaux, aux organisations civiles, aux organisations de communautés et de quartiers et aux droits humains, quant à l'urgence de poser une limite à l'autoritarisme manifeste du gouvernement », les Grand-mères soulignent que « ce qui est en jeu est très important, capital et concerne l'ensemble des citoyens, y compris les générations à venir ».

« La société a le droit de débattre de son destin par la voix de ses représentants. Tout simplement. Et ce gouvernement doit être prêt à écouter », répètent les Grand-mères pour ce qui est des mesures du Gouvernement actuel qui déroge à la loi sur la terre, impose des modifications au régime des entreprises pharmaceutiques qui favorisait la concurrence et réduisait les coûts, la dérégulation des services d'internet par satellite, et déroge à la loi de l'Observatoire des prix du ministère de l'économie et de l'Agence nationale des laboratoires publics.

D'autres mesures imposées par Javier Milei, de l'ultra-droite, sont la dérogation à la règle qui empêche la privatisation des entreprises publiques, ainsi que la dérogation au régime des sociétés de l'État et la transformation de toutes les entreprises d'État en sociétés anonymes aux fins de les privatiser ensuite.

Dans ce contexte des Argentins se mobilisent contre les mesures du gouvernement et les *cacerolazos* [fracas de casseroles] ont débuté mercredi après l'appel à une marche, par le Front de gauche des travailleurs.

Traduction française de **Françoise Couédel**

Source : **TeleSURtv**,

<https://www.telesurtv.net/news/abuelas-plaza-mayo-repudian-decreto-milei-argentina-20231221-0038.html>.